



CLARTÉS

N°116
Juin 2024

Trimestriel - Prix : 0,50€
Directeur de publication : Christophe Tristan
CPPAP 0726 S 05312
Imprimé par nos soins ISSN 1268-5542

SOMMAIRE

p 1 : L'extrême droite aux portes du pouvoir

p 2 : Derrière le leurre des candidats du peuple, l'extrême droite au service des puissants... et contre le syndicalisme.

p 3 : Assurance chômage, nouvelle attaque sur les plus précaires !

p 3-4 : "Choc des savoirs" dans l'EN, non au tri des élèves !

L'extrême droite aux portes du pouvoir

Le résultat, malheureusement attendu, de l'extrême droite aux élections européennes a conduit Macron, dans une fuite en avant irresponsable, à dissoudre l'Assemblée nationale et à convoquer des élections législatives dans un temps très court.

Le RN pourrait s'emparer du pouvoir à cette occasion. Dédiabolisé à l'envie par de trop nombreux médias et par Macron, qui lui a emprunté de nombreux éléments de programme ou de langage, le RN a réussi à camoufler son idéologie, par nature raciste, xénophobe, autoritaire et liberticide, sous des discours et mesures démagogiques qu'il convient d'interroger, ce que nous nous proposons de faire ici.

La FSU appelle à s'opposer à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et à empêcher la reconduction de la politique mortifère de Macron.

Dans le cadre d'une intersyndicale large, avec la CFDT, la CGT, Solidaires et l'UNSA, elle appelle à la mise en place de mesures pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour les Services publics, pour la justice fiscale, pour la transition écologique, pour l'abrogation de la loi asile et immigration et pour l'annulation des réformes de l'assurance chômage et des retraites.



ENGAGÉ·ES
AU QUOTIDIEN

Section départementale de la FSU
de la Haute-Vienne
24 bis rue de Nesson
87000 LIMOGES
fsu87@fsu.fr

**Il s'agit de faire front pour nos libertés
et pour l'avenir de notre société !**

Le RN et le pouvoir d'achat, l'arnaque !

Le bilan des années Macron est accablant : 3 millions de pauvres supplémentaires, des queues interminables à l'aide alimentaire, y compris des étudiant·es, le pouvoir d'achat des agent·es public·ques qui s'effondre en raison du gel du point d'indice, les pensions en berne, n'en jetons plus, inutile de poursuivre 3 ans de plus !

Les législatives des 30 juin et 7 juillet peuvent changer la donne. Le RN déroule à cet effet un discours mensonger, contredit par **l'ensemble de ses votes à l'Assemblée nationale : vote contre l'augmentation du SMIC, vote contre l'indexation des salaires sur l'inflation, vote contre le rétablissement de l'ISF, vote contre le gel des prix de l'énergie...**

Quant à l'action du RN contre **la réforme des retraites** portant l'âge légal de départ à 64 ans, elle a été plus que discrète, ce que l'on comprend puisque Bardella vient d'annoncer qu'**il ne comptait finalement pas l'abroger**.

Par ailleurs, la politique d'allégement des cotisations sociales patronales prônée par le RN conduirait à un sous-financement chronique de la protection sociale des salarié·es avec, à la clef, par exemple, une augmentation des restes à charge en santé et une diminution des prestations sociales. Une arnaque pure et simple ! Notons pour finir que les grandes fortunes, comme les grandes entreprises, ne trouvent rien à redire à un tel programme qui ne les concerne pas, elles pourront continuer à engranger des dividendes records, en somme la continuation pour elles de l'ère Macron.

Le RN et les Services publics, ça dit quoi ?

Les Services publics, richesse de ceux qui n'ont rien, nécessitent que soient faits des choix politiques permettant leur financement et l'effectivité de leur action : proximité, accessibilité, nombre d'agent·es, efficacité. Les politiques libérales menées ces trente dernières années ont conduit, avec plus ou moins de brutalité, à l'appauvrissement des Services publics, voire à leur disparition de trop nombreux territoires, ruraux comme ultra urbanisés. L'Hôpital public est en voie d'effondrement, l'École suit le même chemin, l'accès à un·e agent·e des impôts, de France travail ou dans une collectivité relève parfois de l'exploit, la sécurité publique n'est plus exercée que par la répression. Le RN surfe sur le sentiment de déclassement et de relégation de nombreux·ses concitoyen·nes confronté·es quotidiennement à ces difficultés.

Un assèchement inédit des finances publiques

Les libéraux, comme Macron, assument de réduire l'intervention publique et de livrer au secteur marchand les pans rentables de celle-ci. Le RN tient en réaction un discours de façade censé séduire l'électorat pour lui permettre d'accéder au pouvoir. Pourtant quelques mesures économiques qu'il entend mettre en œuvre - allégement des cotisations sociales, défiscalisation des heures supplémentaires, réduction de la fiscalité sur les successions des plus aisés- conduiraient à une diminution des recettes de l'État de plus de 40 milliards, ce qui permettrait d'autant moins de financer les Services publics.

Les promesses de dépenses nouvelles dans la Police, la Justice ou l'Éducation n'ont donc aucune chance d'être tenues. Par ailleurs, le discours populiste du RN stigmatise l'administration et son obésité supposée, et promet de la dégraisser. Comment alors assurer l'effectivité du service rendu aux usager·es comme aux agent·es, alors que nous connaissons déjà les difficultés actuelles ?

Enfin le RN propose de traiter différemment les usager·es suivant leur origine, la fameuse préférence nationale. Cela entre en totale contradiction avec l'universalité des Services publics qui anime l'engagement des agent·es public·ques.

Sans argent, sans agent·es, excluant une grande partie de la population, voilà les Services publics voulus par Bardella et Le Pen.

Et les agent·es ?

Il n'est pas rare d'entendre « on n'a jamais essayé, on ne peut pas savoir » quant il s'agit du RN. Eh bien si, on a déjà essayé et cela se passe mal pour les agent·es publics, toujours !

Dans les municipalités RN se développe un clientélisme et un népotisme assumé et la défense des agent·es se trouve entravée. Perpignan, Orange, Béziers... partout la répression syndicale, parfois subtile car elle prend les traits de la préférence syndicale, fait loi. À Moissac commune gagnée par le RN en 2020, la section SNUTER-FSU, majoritaire, a dû fermer tant la répression de ses militant·es était forte et insupportable à vivre.

En Argentine, en Pologne, dans le Brésil de Bolsonaro, les dégâts des politiques publiques de l'extrême droite sont toujours les mêmes et les agent·es en sont aussi les victimes.



ENGAGÉ·ES POUR
+ DE SOLIDARITÉ

Le RN : un danger pour l'École et pour la Société

L'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales, qui se sont par ailleurs renforcées sous Macron, sauf pour rendre l'immigration responsable de tous les maux de l'École.

Rien dans le programme du RN ne permettrait de résoudre les fragilités du système éducatif, il les renforcerait au contraire en promouvant l'obscurantisme contre la science, l'autoritarisme - uniforme, service universel-, la haine, le racisme, les LGTBphobies, le sexism.

Un tel programme mettrait fin aux visées émancipatrices de l'école publique, gratuite, laïque, pour lui assigner comme finalité la conformation des citoyens à une idéologie d'État.

Macron et Attal appliquent les mesures du RN et de Reconquête

Une bonne partie des mesures "Choc des savoirs" s'inspire des mesures portées par le RN. Groupes de niveau, DNB barrage vers la 2de. En effet, le programme du RN est marqué par un renoncement à la démocratisation scolaire au profit d'une école ayant vocation à stigmatiser les élèves des milieux populaires par un système de tri scolaire et social.



"Choc des savoirs" dans l'Éducation nationale Non au tri des élèves !

Évaluations standardisées, manuels labellisés et réforme de la formation initiale des enseignant·es : trois mesures de caporalisation du métier !

Les évaluations nationales, décidées au ministère, vont se généraliser à la rentrée 2024 : les élèves de CP, CE1, CM1, 6ème, 5ème, 4ème et 2nde vont subir ces tests standardisés en mathématiques et français.

Ce « teach to test » à la française (déjà vu en Irlande au Royaume Uni, en Suède, aux États-Unis), ce pilotage par les évaluations, comporte un risque accru de ne travailler que pour réussir ces évaluations et de restreindre l'enseignement aux "fondamentaux" tant vantés par les réactionnaires. Aux États Unis, les résultats aux évaluations guident tout, des moyens alloués aux établissements à la rémunération des enseignants en passant par leur affectation !

La mission de l'École est de former les élèves à d'autres savoirs liés à l'art, à la culture, aux langues..., de les former à l'esprit critique, de former TOUS les élèves ! De telles réformes lèsent plus particulièrement les enfants issus des familles les plus défavorisées. Les enfants des familles favorisées ont accès, eux, à la culture en dehors de l'École.

L'acte d'évaluer est partie intégrante de l'enseignement, il ne faut pas dessaisir les enseignant·es de cette partie de leur métier, i·elles en sont expert·es. Les enseignant·es seraient placé·es sous contrôle puisque tenu·es aux résultats de leurs élèves à ces évaluations nationales.

S'adosse à la généralisation des évaluations nationales, la labellisation des manuels scolaires, jamais vue depuis Vichy ! Ces manuels "de bonnes pratiques", mis en place en CP et CE1 dès la rentrée 2024, participeront à faire des enseignant·es de simple exécutant·es de pratiques décidées plus haut. C'est nier leur expertise et l'adaptation nécessaire aux élèves aussi divers soient-ils. (Suite page 4)

La formation des enseignant·es et les concours de recrutement sont aussi sur la sellette. Le métier d'enseignant connaît une grave crise de recrutement qui perdure. Le gouvernement pense élargir le "vivier" de candidat·es en avançant les concours en fin de troisième année de licence. Le nombre de candidat·es sera peut-être plus important pendant deux ou trois ans mais le métier ne sera pas plus attractif tant qu'il ne connaîtra pas une revalorisation à hauteur de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 30 ans. Cette nouvelle place des concours entraînera inévitablement une diminution de la formation initiale. La formation serait axée sur les "bonnes pratiques", censées pouvoir être appliquées dans n'importe quelle classe. Or, on le sait bien, aucune classe ne se ressemble !

Groupes de niveau au collège : une mesure de tri inacceptable !

Les annonces de G. Attal de décembre 2023 ont donné lieu à la publication de décrets et de notes de service mi-mars 2024, en désaccord avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans l'Éducation nationale.

Des groupes de niveau, renommés groupes "de besoin", en français et mathématiques, verront le jour en 6ème et 5ème à la rentrée 2024 et en 4ème et 3ème à la rentrée 2025.

Avec la réforme Blanquer du lycée, le groupe classe n'existe plus en première et en terminale. Cela a conduit à une perte de repères pour de nombreux élèves. Il est question, avec les groupes de niveau au collège pour un tiers de l'horaire hebdomadaire, de faire exploser le groupe classe pour des élèves à partir de 11 ans. La perte de repères n'en sera que plus délétère.

Les groupes de niveau n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité pour faire réussir et progresser tous les élèves. La recherche dit même que cette organisation porte préjudice aux élèves faibles (Centre National d'Etude des Systèmes Scolaires, 2017). Le CNESCO dit aussi que les objectifs sont d'autant plus modestes que les élèves sont faibles. On réduit donc l'ambition de l'École pour ces élèves, souvent issues de familles défavorisées.

Le risque est grand d'une ségrégation dans les établissements et d'un sentiment de relégation pour les élèves les plus faibles. Ceux-ci pourraient avoir plus d'heures de français et/ou de mathématiques au détriment d'autres enseignements. La deuxième langue vivante serait pressentie pour laisser la place à ces heures, ce qui obérirait toute possibilité d'entrer en classe de 2nde générale et technologique par la suite.

Ce tri organisé des élèves serait un tournant pour l'École qui, non seulement ne compense plus les inégalités sociales, mais générera et agraverait ces inégalités.

Trier les élèves scolairement, c'est les trier socialement, la FSU s'y refuse et appelle les personnels à refuser d'y participer !

La FSU appelle à agir dans les Conseils école-collège et dans les Conseils d'Administration pour refuser ce tri et conserver des groupes classes hétérogènes.



Rassemblement devant le rectorat de Limoges le 2 avril



Manifestation contre le "choc des savoirs" à Limoges le 25 mai

DNB couperet, classe prépa 2nde, le tri continue !

Les textes réglementaires parus mi-mars rendent obligatoire l'obtention du Diplôme National du Brevet (DNB) pour entrer en classe de 2nde professionnelle ou de 2nde générale et technologique à partir de la rentrée de septembre 2025.

Un examen barrière en fin de 3ème contredit l'idée de scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

Actuellement, 11% des élèves de 3ème n'obtiennent pas le DNB. Cette proportion est plus élevée dans les collèges Rep et plus encore dans les collèges Rep+.

G. Attal a annoncé que l'examen du brevet serait rendu plus exigeant à partir de la session 2025. Il a dit assumer que 15% des élèves seraient exclus de l'accès à une des trois voies du lycée après la 3ème.

Pour les élèves n'obtenant pas le DNB, une classe "prépa 2nde" est créée. Elle sera, à n'en pas douter, une classe de relégation scolaire et sociale. En théorie, elle permettrait de renforcer les acquis des élèves pour qu'ils accèdent à l'orientation souhaitée en fin de 3ème. Dans la réalité, avec des horaires d'enseignements moindre que ceux de 3ème ou de 2nde, il n'en sera rien et les élèves relégués dans cette classe subiront une orientation non souhaitée ensuite ou, pire, sortiront du système scolaire puisqu'arrivés à 16 ans, terme de la scolarité obligatoire. Ce dispositif induit la volonté d'orienter plus vers les CAP et le Bac professionnel par apprentissage, non soumis à l'obtention du DNB. Il s'agit de répondre aux besoins de main d'œuvre peu ou pas qualifiée, qui perdurent dans de nombreux secteurs économiques, aux conditions de travail difficiles et salaires minimaux.

Pour la rentrée 2024, l'affectation dans cette classe prépa 2nde se fera sur la base du volontariat et l'entrée en 2nde ne sera pas soumise à l'obtention du DNB.

La FSU appelle les enseignant·es à ne pas orienter les élèves en prépa 2nde et appelle les parents à refuser d'y inscrire leur enfant !